

Cuba n'est qu'une seule



Déclaration du ministère des Affaires étrangères

Le 28 mai, le gouvernement des États-Unis a finalement annoncé une série de mesures pour mettre en œuvre ses annonces du 16 mai 2022. L'objectif de cette démarche, selon le texte publié par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), est de favoriser le secteur privé à Cuba.

Les mesures sont limitées et ne touchent pas au corps fondamental du blocus contre Cuba ni aux sanctions additionnelles qui constituent la politique de pression maximale. Une fois de plus, la décision du gouvernement américain repose sur sa propre vision déformée de la réalité cubaine, en séparant artificiellement le secteur privé du secteur public, alors que tous deux font partie du système commercial et de la société cubaine dans son ensemble.

Avec cette annonce, le gouvernement américain entend cibler un seul segment de notre population. Les mesures coercitives qui affectent le plus l'économie et les services publics cubains aujourd'hui, et qui nuisent gravement au bien-être de l'ensemble de notre population, ne sont ni éliminées ni modifiées.

Si les mesures annoncées sont mises en œuvre, les États-Unis cherchent à avantager le secteur privé qui s'est établi légalement et s'est développé grâce aux mesures prises dans un acte souverain par le

gouvernement cubain en consultation avec le peuple cubain. Il en va de même pour l'accès à l'internet établi et développé par Cuba malgré les obstacles du blocus et les restrictions empêchant le libre accès à des centaines d'outils et de sites web.

Le gouvernement américain a été explicite dans son intention d'utiliser ce secteur à des fins politiques contre la révolution, conformément à ses objectifs de changement de régime.

Même s'il s'agit d'une sélectivité capricieuse, les secteurs public et privé continueront à subir les conséquences du blocus et de l'inscription absurde de Cuba sur la liste des États qui soutiennent prétendument le terrorisme.

Les mesures coercitives qui constituent le blocus économique resteront en vigueur et auront un effet cruel sur l'ensemble de la population cubaine.

Il est clair que les États-Unis ratifient leur volonté de punir le secteur étatique cubain, sachant qu'il fournit des services essentiels tels que l'éducation, la santé, la culture, le sport et d'autres à tous les Cubains, y compris au secteur privé, et qu'il est le garant de la justice sociale et de l'équité entre les citoyens. C'est pourquoi le gouvernement des États-Unis a récemment pris des mesures pour persécuter la coopération médicale internationale de Cuba et des documents ont été publiés qui révèlent qu'il poursuit ses efforts pour nous priver de revenus et déstabiliser le pays à des fins politiques de domination.

Le gouvernement cubain étudiera ces mesures et, si elles ne violent pas la législation nationale et signifient une ouverture qui profite à la population cubaine, ne serait-ce qu'à une partie d'entre elle, il n'entravera pas leur mise en œuvre.

28 mai 2024

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/355938-cuba-nest-quune-seule>



Radio Habana Cuba